

Bohdan Rostyslav BOCIURKIW, *The Ukrainian Greek Catholic Church and the Soviet State (1939-1950)*, Edmonton-Toronto, Canadian Institute of Ukrainian Studies Press, 1996, 310 pages.

L'auteur, professeur émérite à l'Université de Carleton, est historien des relations entre l'Église et l'État en Union soviétique. Il est particulièrement compétent au sujet de l'histoire de l'Église en Ukraine : cf. son étude «Le synode de Lviv» paru dans *Istina* 34 (1989), pp. 266-289. Dans le présent ouvrage, il se penche de nouveau sur la suppression par Staline de l'Église grecque-catholique d'Ukraine en 1946 et fraye la voie aux travaux du même genre qui seraient à réaliser sur l'ensemble de l'Union soviétique.

L'ouvrage a été publié l'année même du cinquantième anniversaire du «sobor» de Lviv. L'A. tire son information des périodiques soviétiques et non-soviétiques, et des documents d'archives rendus récemment accessibles (K.G.B, Vatican, Église catholique ukrainienne) ; il a pu consulter les archives soviétiques avant même leur classification. La période qu'il embrasse dans son livre part de la première occupation de la Galicie par l'Armée rouge en 1939 et comprend tout le processus de la «réunion» de l'Église ukrainienne unie à l'Église orthodoxe russe après la Seconde Guerre mondiale et la répression des membres dirigeants du clergé grec-catholique qui s'en est suivie. Les principaux exécutants des ordres du Kremlin sont identifiés et la désinformation soviétique est démasquée.

Un parallèle est établi entre le traitement infligé aux territoires d'Ukraine et de Biélorussie par la Russie tsariste après les partages de la Pologne, et la politique soviétique à l'égard de l'Église de Galicie et de Transcarpathie après l'annexion de ces régions à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le souci de supprimer tout obstacle de nature ecclésiastique à la russification de l'Ukraine en est le commun dénominateur. Contrairement à ce qui fut le cas lors des campagnes de

«réunion» tsariste, l'Église orthodoxe russe ne joua qu'un rôle marginal dans l'assaut donné à l'Église grecque catholique. L'initiative est venue de Staline lui-même dès 1945 et ses exécutants ont apporté ce «cadeau» à l'Église orthodoxe russe dont ils avaient besoin pour assurer la présence de l'Union soviétique dans les territoires conquis.

Diverses questions se posent encore : 1) Combien de prêtres, séculiers et religieux, dispersés ou clandestins la Galicie comptait-elle avant que ne débute la campagne de «réunion» ? 2) Combien d'entre eux ont succombé au chantage et à la terreur ont été ainsi forcés de rejoindre le «Groupe d'initiative» ? 3) Combien de prêtres ont refusé de se joindre au «Sobor» et quelle crédibilité peut-on ajouter à la liste de l'archevêque Macaire ? 4) Combien de prêtres furent arrêtés et condamnés entre 1945 et 1950 ? 5) Combien d'entre eux ont péri dans les camps, les prisons ou l'exil, et combien sont rentrés après les amnisties de Khrouchtchev ? 6) Quel est le nombre des prêtres qui ont continué d'exercer leurs fonctions illégalement, ou se sont retirés, ou ont cessé d'exercer leurs activités sacerdotales ?

Les raisons de l'attachement à Rome manifesté et accru par ces tragiques événements de l'Église grecque-catholique seraient encore à étudier. L'opposition à la «latinisation», exploitée par les autorités soviétiques pour «réunir» les catholiques à l'orthodoxie ou au moins favoriser une «autocéphalie», n'a eu aucun succès. Le résultat fut de fortifier la résistance et l'autonomie d'une Église qui a eu ses martyrs.